



Assemblée générale

Distr. limitée
31 mars 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Cinquième Commission
Point 138 de l'ordre du jour
Budget-programme de 2022

**Projet de résolution déposé par le Président de la Commission à la suite
de consultations**

Questions spéciales relatives au budget-programme de 2022

L'Assemblée générale,

I Système de gestion de la résilience institutionnelle

Rappelant la section II de sa résolution [64/260](#) du 29 mars 2010, la section I de sa résolution [66/247](#) du 24 décembre 2011, les sections II et IV de sa résolution [67/254](#) A du 12 avril 2013, la section III de sa résolution [68/247](#) B du 9 avril 2014, la section II de sa résolution [70/248](#) B du 1^{er} avril 2016 et la section I de sa résolution [73/279](#) B du 15 avril 2019,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du système de gestion de la résilience institutionnelle¹ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général ;
2. *Souscrit*, sous réserve des dispositions de la présente résolution, aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport ;
3. *Se félicite* des effets positifs découlant de la mise en œuvre, par le Secrétaire général, du système de gestion de la résilience institutionnelle et des progrès réalisés à cet égard au fil des ans, qui ont contribué à apporter une réponse efficace face à la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), et demande donc au Secrétaire général d'améliorer en permanence le système de gestion de la résilience institutionnelle ;

¹ [A/76/607](#).

² [A/76/7/Add.37](#).



4. *Réaffirme* l'importance de favoriser la souplesse et la résilience du personnel et, à cet égard, prie le Secrétaire général de continuer d'intensifier ses efforts pour améliorer la sûreté, la sécurité et le bien-être, y compris la santé physique et mentale, de l'ensemble du personnel des Nations Unies dans tous les lieux d'affectation, notamment au Siège, dans les commissions régionales et dans les missions, grâce à la mise en œuvre du système de gestion de la résilience institutionnelle ;

5. *Rappelle* le paragraphe 22 du rapport du Comité consultatif et prie le Secrétaire général de fournir une liste exhaustive de tous les mécanismes de coordination en rapport avec le système de gestion de la résilience institutionnelle auxquels le Secrétariat est partie dans le prochain rapport d'étape sur la mise en œuvre du système de gestion de la résilience institutionnelle ;

6. *Rappelle également* les paragraphes 14 et 15 du rapport du Comité consultatif et prie le Secrétaire général de lui présenter un rapport d'étape sur la mise en œuvre du système de gestion de la résilience institutionnelle comprenant, en annexe, des informations détaillées sur la réponse apportée par l'Organisation à la pandémie de COVID-19, pour examen au plus tard durant la première partie de la reprise de sa soixante-dix-neuvième session ;

II

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité : missions politiques spéciales – Groupe thématique III (bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions) – Mission d'appui des Nations Unies en Libye

Rappelant sa résolution [76/245](#), la section X de sa résolution [76/246](#), et ses résolutions [76/247](#) A à C, du 24 décembre 2021,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général³ et le rapport correspondant du Comité consultatif⁴,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général ;
2. *Souscrit*, sous réserve des dispositions de la présente résolution, aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif a formulées dans son rapport ;
3. *Prend note* du paragraphe 25 du rapport du Comité consultatif et décide de créer les emplois suivants : 1 emploi de fonctionnaire d'administration (hors classe) (P-5), 1 d'ingénieur(e) (P-4), 1 de spécialiste des achats (P-4), 4 d'agent(e) de protection rapprochée (SM), 3 d'assistant(e) (sécurité sur le terrain) (AL), 3 d'opérateur(trice) radio (sécurité) (AL), 1 d'agent(e) de sécurité (locaux) (SM) ;
4. *Décide* de créer un emploi d'assistant(e) (sécurité des opérations) (AL) ;
5. *Souligne* le travail important accompli par le mécanisme de surveillance du cessez-le-feu et la nécessité de disposer d'un niveau de sécurité et d'un soutien opérationnel adéquats, et encourage le Secrétaire général à prendre toutes les mesures nécessaires en conséquence ;
6. *Rappelle* le paragraphe 29 du rapport du Comité consultatif, déplore le nombre élevé de postes vacants de longue date, prie le Secrétaire général de veiller à ce que ces postes soient pourvus rapidement et le prie également de passer en revue les postes et emplois de temporaire qui sont vacants depuis 24 mois ou plus et de

³ [A/76/6\(Sect.3\)/Add.8](#).

⁴ [A/76/7/Add.38](#).

proposer, dans le prochain projet de budget, soit leur maintien, sur justification de leur utilité, soit leur suppression ;

7. *Prend note* du paragraphe 31 du rapport du Comité consultatif et décide de réduire les dépenses de fonctionnement de 2 292 300 dollars des États-Unis sans préjudice des projets de construction et de rénovation ;

8. *Prend note également* du paragraphe 33 du rapport du Comité consultatif ;

9. *Autorise* le Secrétaire général à engager des dépenses, avec mise en recouvrement à compter du 1^{er} janvier 2023, d'un montant maximum de 17 945 500 dollars pour la Mission d'appui des Nations Unies en Libye pour la période allant du 1^{er} avril au 31 décembre 2022, et le prie de lui fournir lors de l'examen du projet de budget-programme pour 2023 des informations actualisées sur les engagements qu'il aura contractés, et de lui rendre compte du montant définitif des dépenses pendant la partie principale de sa soixante-dix-huitième session, dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2022 ;

III

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-troisième session extraordinaire

Rappelant sa résolution [76/245](#), la section IX de sa résolution [76/246](#), et ses résolutions [76/247](#) A à C,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁵ et le rapport correspondant du Comité consultatif⁶,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général ;

2. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif a formulées dans son rapport ;

3. *Ouvre* des crédits supplémentaires d'un montant de 2 232 600 dollars à imputer sur le fonds de réserve, à savoir 34 800 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 2 197 800 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du budget-programme de 2022 ;

4. *Ouvre également* des crédits d'un montant de 166 100 dollars au chapitre 36 (Contributions du personnel) du budget-programme de 2022, compensés par l'inscription du même montant au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

⁵ [A/76/524/Add.1](#).

⁶ [A/76/7/Add.36](#).